

## Des moyens d'observation aérienne pour les opérations de paix : une nécessité, mais pas une solution miracle aux problèmes de renseignement par Samuel Longuet – Avril 2024

Depuis au moins une vingtaine d'années, le Département des opérations de paix (DOP, anciennement Département des opérations de maintien de la paix – DOMP) mène une réflexion sur le développement des capacités de renseignement des opérations de paix (OP). Entamée avec le [rapport Brahimi](#) qui préconisait déjà en 2000 de doter les OP « *de moyens de renseignement sur le terrain* », cette réflexion culmine avec la publication par le DOMP d'une [politique du renseignement dans les OP](#) en 2017 et de plusieurs manuels à ce sujet dans les années suivantes.

Au cours de cette réflexion, l'apport des moyens techniques et notamment des nouvelles technologies pour le renseignement dans les OP est souvent souligné. Le DOMP demande ainsi plusieurs études sur le sujet, dont un [rapport](#) du chercheur Walter Dorn publié en 2007, ainsi qu'un [autre](#) produit par un groupe d'experts sur la technologie et l'innovation dans les OP en 2014.

Parmi ces technologies, les drones aériens, déployés depuis 2013 au sein de la MONUSCO, recueillent de nombreuses louanges, tant dans le [rapport](#) annuel sur les OP de 2014 du Secrétaire général des Nations unies que dans le rapport du groupe d'experts précité. Ce dernier insiste également sur la nécessité pour les OP de disposer d'accès aux images produites par les satellites d'observation commerciaux, de caméras infrarouges et thermiques pour équiper les aéronefs habités comme les drones.

La vue aérienne offre évidemment des avantages extrêmement utiles pour une OP, surtout lorsqu'elle est associée à des capteurs et caméras capables de percevoir bien plus qu'un œil humain. Un drone tactique équipé de tels capteurs peut ainsi reconnaître la route qu'un convoi de Casques bleus devra emprunter ou surveiller la position et les mouvements de groupes armés hostiles pour améliorer la sécurité à la fois du personnel de la mission et de la population civile locale.

Cependant, disposer de ces moyens n'est pas une condition suffisante pour que la situation informationnelle des OP s'en trouve améliorée. D'abord, il faut noter que l'observation aérienne peut apporter des informations cruciales pour la mission, mais n'est qu'imparfaitement substituable à d'autres sources de renseignement, au premier rang desquelles se trouve le renseignement humain.

Ensuite, il faut que toutes les personnes impliquées dans le cycle du renseignement d'une OP – qu'il s'agisse des spécialistes du renseignement humain sur le terrain et des opérateurs des capteurs d'un drone ou des analystes au niveau d'un bataillon, d'un secteur ou du quartier général de la force – aient une compréhension suffisante des us et coutumes des sociétés locales qu'ils doivent protéger, ce qui est une faiblesse soulignée par certains [retours d'expérience](#). Il faut également que ces analystes soient en nombre suffisant pour traiter le flot de données venant des différentes sources de renseignement.

En outre, quand bien même le renseignement serait-il correctement collecté et analysé, encore faut-il qu'il soit rapidement transmis à ceux qui peuvent en bénéficier. Or, au moins deux facteurs peuvent limiter cette transmission. Le premier est technique : les OP doivent disposer des moyens techniques de communication pour que les informations transitent en temps voulu. Or, cela n'est pas toujours le

cas : par exemple, la bande passante à la disposition de la MINUSMA était notoirement insuffisante pour cela.

Le second facteur est lié à la confiance que les contingents des différents pays contributeurs de troupes (PCT) peuvent avoir les uns pour les autres. En effet, les capacités exactes de certains des moyens de renseignement de haute technologie que des PCT mettent à la disposition des OP sont parfois couvertes par le secret-défense et les données brutes acquises par ces capteurs ne peuvent être librement communiquées au reste de la mission. Ce fut notamment le cas pour les caméras infrarouges des hélicoptères indiens de la MONUSCO.

Au sein de la MINUSMA, la création d'une unité de fusion de l'information (ASIFU) composée exclusivement d'unités de renseignement venant de pays membres de l'OTAN a permis à ces contingents de partager leurs informations grâce aux procédures propres à l'Alliance atlantique, mais a tenu à l'écart les contingents africains de la mission.

Enfin, les capacités de renseignement ne sont employées qu'en fonction de la définition d'un besoin et d'un plan de production du renseignement. Cette définition peut être particulièrement difficile quand les besoins perçus par les différentes composantes d'une OP divergent. C'est ainsi que l'ASIFU s'est dotée d'un mandat de production de renseignement stratégique à moyen ou long terme tandis que le commandant de la force de la MINUSMA aurait préféré voir ses capacités mises au service de la production de renseignements tactiques plus immédiatement utiles aux autres contingents déployés sur le terrain. Du point de vue de ces derniers, les moyens d'observation aérienne des contingents européens de l'ASIFU n'apportaient qu'une contribution très marginale à leurs opérations au jour le jour.

Pour le futur des OP, il importe de traiter tous ces problèmes liés aux phases d'orientation, d'analyse et de diffusion du cycle renseignement et de ne pas se concentrer uniquement sur les seuls moyens d'acquisition du renseignement – certes nécessaires – que sont les moyens d'observation aérienne.

---

[Samuel Longuet](#) est chercheur au GRIP. Il est l'auteur d'une [note](#) récemment publiée par l'Observatoire Boutros-Ghali sur l'apport des drones aériens aux OP.